

**Zeitschrift:** Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse  
**Herausgeber:** Union syndicale suisse  
**Band:** 28 (1936)  
**Heft:** 4

**Artikel:** Le rôle du "New-Deal" du président Roosevelt dans la lutte contre la crise  
**Autor:** Colm, Gerhard  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-384048>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 25.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Le rôle du „New-Deal“ du Président Roosevelt dans la lutte contre la crise.<sup>1</sup>

Par Gerhard Colm, New-York.

## *L'attitude du Président Roosevelt durant la crise et le redressement.*

En mars 1933, au moment où Franklin-D. Roosevelt prenait le pouvoir comme Président des Etats-Unis, la crise financière et industrielle avait atteint son paroxysme. L'une après l'autre les banques fermaient leurs guichets et la production industrielle atteignait à peine la moitié de son maximum de l'été 1929. Au cours des années de prospérité insensée qui durèrent jusqu'en 1929, beaucoup d'Américains, y compris certains économistes, n'avaient pas craint d'affirmer que les Etats-Unis avaient, pour la première fois dans l'histoire du monde, réalisé le miracle d'une prospérité durable et d'une hausse constante du baromètre économique. Au début de 1930 encore, au lendemain de l'effondrement des cours à la bourse de New-York, le service de prévision économique de l'Université de Harvard affirmait qu'il ne s'agissait que d'un à-coup financier passager, qui n'aurait qu'une influence médiocre sur le développement des affaires en général. De même l'administration du Président Hoover ne crut pas nécessaire de prendre des mesures immédiates pour combattre les premiers symptômes de la dépression. Elle se borna à inviter les entrepreneurs à ne pas trop restreindre leurs commandes, à éviter autant que possible de réduire leurs salaires et tenta, pour le reste, à assurer le fonctionnement des institutions locales d'assistance publique en accordant des subsides aux Etats et aux communes qui se trouvaient financièrement gênés. Le Président Roosevelt, lui, plaça sa campagne électorale sous un tout autre signe: au lieu des « paroles réconfortantes » de la politique Hoover, il promit au peuple américain une politique active de réforme, une « nouvelle méthode » (New-Deal). La critique la plus vive que Roosevelt opposa dans sa campagne électorale à ses adversaires républicains, c'est qu'ils n'avaient aucune « vision » d'un avenir meilleur, mais laissaient aller les choses. La crise de 1932—1933 n'était pas seulement, affirmait-il, une crise financière et industrielle; elle était, beaucoup plus pro-

---

<sup>1</sup> On trouvera ci-après l'explication de quelques termes techniques anglais qui reviennent dans le présent exposé:

*New-Deal*: désigne l'ensemble de la politique économique du Président Roosevelt; littéralement: « nouvelle méthode ».

*Trend*: tendance économique au cours d'une période prolongée.

*American Federation of Labor*: Fédération syndicale des Etats-Unis.

*Brain Trust*: littéralement « Trust des cerveaux », sobriquet par lequel on désigne les conseillers du Président Roosevelt.

*Codes*: ensemble des dispositions relatives aux prix et aux salaires fixés par le gouvernement pour les diverses industries.

fondément que cela, un ébranlement psychologique du peuple américain; elle trahissait le désespoir profond lors duquel on ne voit point d'issue. Ce n'étaient plus seulement des chômeurs et des intellectuels à l'esprit révolutionnaire, mais des industriels, des banques, des fermiers qui exprimaient leur conviction de ce que, au moins passagèrement, les vieux principes américains d'individualisme et de non-intervention de l'Etat avaient fait faillite. C'est de cette atmosphère que sut profiter le Président Roosevelt. A aucun moment, au cours de sa campagne électorale, il ne s'expliqua sur le contenu de son « New-Deal »; mais il suffisait à l'électeur américain d'avoir devant soi un homme qui, pour avoir été élevé dans les principes américains les plus traditionnels, n'était pourtant pas un réactionnaire, un homme versé dans toutes les subtilités de la politique américaine et qui cependant avait la réputation d'une honnêteté incorruptible. Il suffit que cet homme, sans même soumettre de programme détaillé, promit une politique sociale et économique active, pour lui permettre de gagner de haute lutte l'opinion et les suffrages du pays.

Aujourd'hui que l'administration Roosevelt est au terme d'une période d'activité fébrile de près de trois ans et qu'on se trouve à la veille d'une nouvelle élection présidentielle, le moment semble venu de faire le bilan. Les Etats-Unis se trouvent incontestablement dans une phase de redressement économique. Si l'on en juge par les statistiques de la production industrielle, plus de la moitié du recul subi durant la période 1929 à mars 1933 se trouve aujourd'hui compensée. De même l'humeur du monde des affaires, dont les cours pratiqués à la bourse de New-York constituent un indice frappant, semble de nouveau à l'optimisme. Peut-on en conclure que la politique du « New-Deal » a été un succès éclatant? Quelque logique que semble cette conclusion, on est loin d'être unanime aux Etats-Unis à la tirer. Le « New-Deal » est critiqué de deux côtés. Il y a, d'une part, ceux qui affirment que le redressement ne peut être que temporaire, parce que la réforme de l'économie américaine n'a pas été poussée assez loin. A leur avis Roosevelt n'aurait pas agi avec une énergie suffisante contre les entreprises gigantesques et les trusts et n'aurait pas combattu assez fortement les inégalités dans la répartition des revenus, inégalités que l'on considère fréquemment aux Etats-Unis comme cause de la crise. Ces critiques reprochent, d'autre part, à Roosevelt d'avoir trop pactisé avec les réactionnaires. « Avancer d'un pas pour reculer de deux », telle aurait été, pour reprendre l'expression d'un de ces critiques, la tactique suivie par le Président Roosevelt. Cette critique de « gauche » fournit des arguments aux démagogues, qui tentent de provoquer des mouvements comparables au fascisme, mais que l'assassinat de Huey Long a privé de leur principal protagoniste. Elle fait également le jeu de la fraction extrémiste du mouvement ouvrier, encore que cette fraction soit insignifiante et que les chefs de l'American Federation

of Labor aussi bien que l'opposition menée par le syndicat des mineurs soient en tous points d'accord avec la politique du Président Roosevelt. Enfin cette critique de l'administration Roosevelt alimente les polémiques de certains milieux, toujours agités, d'intellectuels et semble, pour finir, avoir pris corps au point qu'à l'aile gauche du parti républicain, le sénateur Borah s'en est fait le porte-parole.

Des critiques que les milieux conservateurs adressent au Président Roosevelt, le moins qu'on puisse dire c'est qu'elles sont mieux organisées que celles dont il vient d'être question. Pour les tenants de l'opinion conservatrice, le redressement de l'économie américaine se serait opéré non pas à cause, mais en dépit du « New-Deal ». En fait, ajoutent-ils, le redressement ne s'est manifesté qu'au moment où les tribunaux ont mis un terme aux tendances socialistes du New-Deal, et la prospérité naturelle et durable ne pourra revenir que le jour où les derniers vestiges de la politique Roosevelt auront été détruits et où s'affirmeront de nouveau les vieux principes américains d'individualisme et de non-intervention de l'Etat. De nouveau — les événements de 1932 semblent oubliés — Hoover est frénétiquement acclamé dans des réunions d'industriels et de banquiers. Cette désaffection du « New-Deal » trouve au surplus un fondement solide dans la jurisprudence des tribunaux américains qui, l'un après l'autre, suspendent l'application de mesures essentielles du programme de New-Deal, après les avoir déclarées inconstitutionnelles. A en juger par la presse et par les manifestations publiques, la critique du New-Deal est aujourd'hui aussi répandue dans les masses que l'étaient en 1932—1933 la confiance que l'on témoignait à la « nouvelle méthode » et les espoirs que l'on fondait sur son application. Qu'est-ce, en définitive, que ce « New-Deal », sur lequel le peuple des Etats-Unis sera appelé au cours des prochaines élections à porter un jugement ?

### *Qu'est-ce que le « New-Deal » ?*

L'opinion selon laquelle le « New-Deal » serait un plan dressé de longue main par le « Brain Trust », en vue d'une réforme collectiviste de l'économie américaine, n'est certainement pas fondée. Sans doute, cette conception était-elle celle d'un petit nombre de conseillers du Président, mais d'autres de ces conseillers, qui étaient tout aussi influents, avaient des conceptions fort différentes et le Président se laissa guider dans ses décisions beaucoup plus par des raisons d'opportunité politique, que par les données préétablies d'un plan d'ensemble. Ce qui caractérise avant tout l'administration Roosevelt, c'est sa constante volonté d'agir, de prendre ses responsabilités, même vis-à-vis du congrès, enfin d'expérimenter. Les mesures législatives dont le Président a saisi le congrès au cours de son mandat s'étendent à tous les domaines de l'économie : agriculture, industrie, chemins de fer, entreprises

d'utilité publique, bâtiment, banques et bourse, assurances, questions ouvrières, politique monétaire, commerce extérieur, etc. On peut, semble-t-il, grouper ces diverses mesures sous trois chefs :

1. mesures tendant à atténuer les effets économiques et sociaux de la dépression;
2. mesures tendant à ouvrir la voie à un redressement économique;
3. mesures destinées à améliorer durablement les conditions économiques et sociales.

Ce n'est qu'en passant qu'on mentionnera ici les mesures du premier type. Elles comprennent notamment l'ouverture par la trésorerie de crédits extrêmement élevés pour la distribution de secours aux chômeurs et pour d'autres formes d'aide directe (par exemple attribution de secours aux fermiers). En automne 1934, 17 millions de personnes (y compris les membres des familles) dépendaient aux Etats-Unis des secours qui leur étaient distribués, ce qui, selon les Etats, représentait de 6 à 27 pour cent de la population globale et entraîna pour la Trésorerie fédérale, en l'espace de deux ans et demi, une dépense totale de plus de trois milliards de dollars. Parmi ces mesures d'atténuation de la crise, il convient de citer encore la réduction de la durée du travail, en vue de répartir le travail disponible entre un plus grand nombre d'individus; de même aussi, il y a lieu de mentionner ici les efforts de l'administration pour protéger la propriété immobilière qui se trouvait fortement grevée d'hypothèques, contre les abus des saisies et liquidations forcées, efforts qui eurent pour effet indirect de sauver de l'effondrement les instituts de crédit et d'assurance. Pour rétablir la confiance du public dans les banques, au lendemain de la fermeture de celles-ci, l'administration assumait dans certaines limites la garantie de tous les dépôts bancaires. Toutes ces mesures furent efficaces en ce sens qu'elles empêchèrent la crise financière, agraire et industrielle de dégénérer en une crise politique et sociale générale. Au total, il est bien permis d'affirmer que ces diverses mesures de secours direct ont été appliquées avec succès.

#### *La lutte contre la crise.*

Il est infiniment plus difficile de se prononcer sur le succès ou l'insuccès des mesures qui avaient pour objet de surmonter la dépression. Trois méthodes furent appliquées pour essayer de restaurer l'économie, méthodes dont les conséquences semblent être sur certains points contradictoires.

1<sup>o</sup> Le premier objet de l'administration était de faire monter le prix principalement des produits agricoles, mais également de la production industrielle, pour, par cette méthode, réduire le poids relatif des dettes et pour stimuler la production par des profits accrus. Pour l'agriculture, il est vrai, le problème était

de faire hausser les prix, sans pourtant accroître la production, notamment pour les produits-clé. Les expériences avaient prouvé qu'en matière agraire la baisse des prix provoque non point une réduction de la production, mais souvent, au contraire, un accroissement de celle-ci. Le fermier qui, pour payer ses intérêts, ses impôts et ses achats, a besoin d'argent, est amené en période de baisse des prix à produire plutôt davantage que moins. Par ailleurs, la politique poursuivie par l'administration précédente et qui consistait à maintenir les prix artificiellement élevés grâce à des achats massifs, avait abouti à une augmentation de la production. Le niveau élevé des prix justifiait une extension des cultures. Ainsi donc, l'action pour le maintien des prix et leur effondrement ultérieur aboutirent l'un et l'autre, pour des raisons il est vrai différentes, à aggraver encore dans l'agriculture la surproduction chronique. En présence de cette situation, M. Wallace, ministre de l'Agriculture dans le cabinet Roosevelt, essaya de provoquer simultanément une hausse raisonnable des prix et une diminution de la production. Des primes furent distribuées aux fermiers qui s'engageaient à réduire leur production de certaines catégories de produits. On réussit ainsi à restreindre la surproduction, à doubler le prix de certains produits essentiels et à accroître d'environ deux à trois milliards de dollars par an le revenu global de l'agriculture. Simultanément les fermiers furent encouragés à cultiver, au lieu des produits dont il y avait surabondance, certains autres produits, notamment de ceux qui pouvaient servir à couvrir leurs propres besoins. Sans doute les circonstances atmosphériques et, notamment, la sécheresse ont-elles contribué au succès de ces mesures, mais on ne saurait leur en attribuer le mérite principal.

L'ensemble du programme agraire du gouvernement fut jugé inconstitutionnel par la Cour suprême, mais il n'y a guère dans tout le pays de groupe dont l'opinion ait quelque poids et qui préconise en matière agraire le retour au « libre jeu des forces ». De telle sorte qu'il n'est guère douteux que, sur une base juridique sans doute différente, le congrès sera amené à adopter une nouvelle loi agraire.

Dans le domaine de l'*industrie*, ce même souci de provoquer une hausse des prix se traduisit par diverses dispositions des codes. Dans plusieurs branches importantes l'extension des installations fut subordonnée à une autorisation particulière, la concurrence des entreprises fut limitée et, inversement, on encouragea la constitution d'espèces de cartels. Dans certaines industries, celle des matériaux de construction par exemple, le souci de hausser les prix provoqua, en pratique, des effets tout à fait désastreux, et c'est à cela, sans doute, que l'on peut attribuer l'insuccès dont furent couronnées d'autres tentatives du gouvernement en vue de stimuler l'industrie du bâtiment. Au total, on peut affirmer que cette politique de hausse des prix a échoué, en raison notamment

de l'échec que le gouvernement rencontra dans ses essais d'organisation de l'industrie. Le jugement de la Cour suprême, qui prononça en été 1935 l'inconstitutionnalité des codes, n'a fait, en définitive, que leur donner le coup de grâce.

La troisième mesure visant à élever les prix fut la *politique monétaire*. Les partisans de la dévaluation imaginèrent à tort que les prix sur le marché national monteraient au prorata de cette dévaluation. En réalité, ce phénomène ne pouvait se produire que pour le prix des produits importés, qui jouent un rôle relativement insignifiant dans l'économie américaine. La politique monétaire du gouvernement provoqua au contraire un certain exode des capitaux, entraînant au moins temporairement une tendance à la déflation et à la baisse des prix. Il n'en reste pas moins que la politique monétaire a joué un certain rôle dans l'ensemble des mesures visant à élever les prix. Etant donné que certains des principaux produits agricoles, le coton par exemple, sont principalement des produits d'exportation, la hausse du prix de ces produits devait nécessairement agir défavorablement sur leurs possibilités de concurrence sur les marchés extérieurs. Ce désavantage fut partiellement compensé par la dévaluation du dollar, mais malgré tout l'industrie cotonnière pâtit sérieusement du fait que le prix du coton montait plus rapidement que le dollar ne baissait. Il n'est que juste de reconnaître que sans cette politique monétaire les difficultés eussent été infiniment plus grandes encore, mais on peut se demander si cette égalisation n'aurait pas pu se faire plus efficacement et sans les effets nuisibles des manipulations monétaires, par d'autres moyens, par exemple par des primes à l'exportation.

2° Le deuxième moyen par lequel l'administration du Président Roosevelt tenta de ranimer l'activité économique était l'action en vue de l'accroissement du pouvoir d'achat. La politique agraire elle-même qui, comme on l'a relevé, aboutit à une augmentation considérable des revenus agricoles, fut parfois justifiée par cette nécessité et l'on invoqua à l'appui de cette politique l'accroissement du chiffre d'affaires des fabriques d'automobiles et des maisons d'expédition dans les régions agricoles du pays. Quelle qu'ait été l'importance sociale et politique de l'augmentation des revenus agricoles, il est douteux pourtant qu'on puisse raisonnablement lui attribuer un rôle déterminant dans la reprise économique. En effet, le revenu agricole provient soit des majorations de prix que doit supporter le consommateur, soit des impôts dont il est grevé et sur lesquels sont imputés les subsides alloués à l'agriculture; de telle sorte que sur ce point la politique de l'administration Roosevelt a abouti plus à une redistribution du pouvoir d'achat qu'à la création de pouvoir d'achat additionnel.

De la même manière on poursuivit une politique de *hausse des salaires*, qui devait accroître le pouvoir d'achat des masses travailleuses et créer parmi elles de nouveaux débouchés. Dans

cet esprit les codes fixèrent des salaires minima et leur mise en vigueur provoqua effectivement une hausse. A cette action on peut opposer le fait qu'elle amena certains employeurs à déclasser au taux minimum prévu des ouvriers qui, précédemment, touchaient un salaire plus élevé et à tourner de cette manière les dispositions des codes. Les salaires horaires s'accrurent nominalement de 33 pour cent par rapport au niveau le plus bas auquel ils étaient tombés au printemps de 1933. La suspension des codes à la suite de la sentence rendue par la Cour suprême n'eut d'effets sur le taux des salaires que dans des cas tout à fait exceptionnels, ce qui semble indiquer que même en l'absence des codes les salaires se seraient vraisemblablement développés peu à peu selon des lignes identiques. De toute manière on peut affirmer que cette mesure n'a pas eu d'effet déterminant sur le développement de la situation économique.

3° La troisième méthode par laquelle on espérait provoquer une reprise économique était la mise en œuvre d'un vaste programme de travaux publics. Ces travaux publics furent entrepris non plus seulement, comme au cours des précédentes crises, en raison de l'aide sociale qu'ils permettent d'accorder aux chômeurs. Ce qui détermina le gouvernement à suivre cette politique, c'était son espoir de voir cette forme de dépenses publiques transformer les réserves immobilisées dans les banques en pouvoir d'achat actif, qui irait stimuler le processus de production. Des experts avaient calculé que tout travailleur occupé directement sur les chantiers de travaux publics procurait de l'emploi indirect à au moins deux autres chômeurs. Aussi longtemps qu'on ne réussissait pas, en dépit de l'abaissement du taux d'intérêt, à amener l'initiative privée à des investissements suffisants, il appartenait aux pouvoirs publics de suppléer à cette carence. A vrai dire, de nombreux économistes s'attendaient à ce que la politique des travaux publics financée par voie d'emprunts aboutît beaucoup plus rapidement et plus nettement à une reprise générale de l'économie. La politique de dépenses que le gouvernement des États-Unis fut amené à suivre pour l'application du « New-Deal » aboutit en trois ans à un accroissement d'environ 12 milliards de dollars de la dette publique. Le revenu national passa d'environ 40 milliards de dollars en 1932—1933, à environ 50 à 60 milliards de dollars en 1935—1936.

Mais le pouvoir d'achat n'a nullement été accru dans la pleine mesure de l'augmentation de la dette publique. C'est ainsi, par exemple, que les milliards qui ont été dépensés pour mettre les propriétaires et les fermiers surendettés à l'abri des liquidations forcées, ont simplement servi à remplacer une dette privée par un prêt de deniers publics, qui est consenti au propriétaire ou au fermier pour une période prolongée et à un taux réduit. Les créanciers de ces fermiers ou propriétaires, qui ont été remboursés avec l'argent avancé par les pouvoirs publics, n'ont pas, en géné-



ral, dépensé cet argent en consommations ou en investissements, mais l'ont, à leur tour, employé pour payer des dettes ou l'ont placé en dépôts bancaires ou en titres d'Etat. En définitive, l'aide accordée aux fermiers et aux propriétaires a eu des effets favorables sur le marché des capitaux, mais n'a pas provoqué un accroissement proportionnel du pouvoir d'achat effectif. De la même manière d'autres sommes dépensées par les pouvoirs publics revinrent finalement aux banques. C'est ainsi, par exemple, que chaque fois qu'un entrepreneur pouvait couvrir par les stocks disponibles les commandes de matériaux qu'il recevait, il employait les espèces reçues en paiement pour s'acquitter de ses dettes ou pour accroître ses réserves liquides; de même les bénéfices réalisés sur les commandes de fournitures pour les travaux publics suivirent pour une grande part cette voie. C'est ainsi que s'explique le fait que les dépenses des pouvoirs publics n'eurent pas pour conséquence de diminuer proportionnellement les réserves des banques et que, d'autre part, l'accroissement de pouvoir d'achat effectif resta inférieur aux prévisions.

Il a fallu fort longtemps jusqu'à ce que l'administration ait poussé la préparation des travaux publics assez loin pour pouvoir y occuper un nombre appréciable de chômeurs. Ce n'est qu'à la fin de l'automne de 1935 qu'on réussit à fournir de l'emploi à quelque trois millions de chômeurs sur les chantiers de travaux publics. Du point de vue de la création immédiate de pouvoir d'achat, les travaux de secours organisés en vue d'une aide rapide aux chômeurs ont eu, il est vrai, un effet identique, mais à la longue les travaux destinés à améliorer l'appareil économique ou à parer aux conséquences de phénomènes naturels tels les inondations ou les cyclones, ont évidemment une influence infiniment plus grande. (C'est en cela aussi que réside la différence entre une politique de redressement fondée sur l'organisation de travaux productifs et celle qui s'appuie sur un programme de réarmement.) Il est évidemment difficile de dire dans quelle mesure la reprise économique qui s'est effectivement produite est attribuable à cette politique de dépenses publiques. Tout au plus peut-on apprécier cette influence par antithèse, en constatant, comme nous l'avons fait dans les pages qui précèdent, qu'aucune des autres mesures du « New-Deal » n'a pu, apparemment, avoir pareil effet. Il n'est guère possible non plus d'attribuer la reprise à l'action de l'initiative privée, étant donné que cette reprise s'est manifestée à un moment où les investissements privés se trouvaient encore à un niveau extrêmement bas. Un seul facteur a vraisemblablement agi concurremment à la politique de dépenses publiques et a contribué à consolider les effets de celle-ci: l'amélioration de la situation générale a engagé les particuliers aisés qui, au point le plus bas de la dépression, avaient restreint leurs achats et accru leurs réserves liquides, à satisfaire de nouveau plus largement leurs besoins, ce qui a, par exemple, eu des effets marqués sur la vente d'auto-

mobiles de qualité. Mais ce renouveau de l'esprit d'acquisition ne se manifesta, semble-t-il, que le jour où apparurent les symptômes d'une amélioration générale de la situation, amélioration que nous sommes portés à attribuer à la politique de dépenses publiques.

Mais si la politique des travaux publics a engendré une très nette reprise économique, il ne s'ensuit pas que l'administration a de ce fait résolu tous les problèmes que suscite le redressement de la situation. En premier lieu le nombre des chômeurs reste élevé. Est-il permis de compter dès maintenant avec un accroissement des investissements privés qui permettront de résorber de nouveaux chômeurs? Et ces investissements pourront-ils atteindre un montant tel qu'il sera possible, dans un proche avenir, de restreindre le programme de travaux publics sans provoquer une nouvelle dépression, ou sera-t-il nécessaire, au moins pendant un certain temps de les maintenir à leur niveau actuel? Entre autres projets, un programme de construction de maisons d'habitation subventionné par le gouvernement trouve de nombreux partisans. Mais les mêmes méthodes de financement peuvent-elles s'appliquer à un programme de longue haleine? Nous nous bornons à poser ces questions pour faire ressortir les problèmes qui restent à résoudre dans le cadre de la politique de redressement. Nous ne prétendons pas y répondre dans cet article qui a pour but simple d'exposer les mesures prises par l'administration Roosevelt et les résultats de sa politique.

### *Réforme du capitalisme.*

Le « New-Deal » prétend être plus qu'un simple programme de redressement économique: en fait, le Président Roosevelt a ouvert la campagne électorale de 1936 en déclarant que le but de son administration n'était pas seulement la restauration, c'est-à-dire le rétablissement de la situation d'avant la dépression, mais qu'elle avait l'ambition de provoquer une réelle amélioration. De la dépression dont elle se relève à peine, l'économie américaine doit sortir avec un autre visage qu'elle avait en y entrant. Quelles sont les propositions de réforme contenues dans le « New-Deal »? Tout d'abord, le président Roosevelt fut le premier à appliquer un programme fédéral de *politique sociale*, alors que jusque là les questions sociales avaient été abandonnées à l'action ou, plutôt, à l'inaction des divers Etats fédérés. Les codes se proposaient de mettre un terme au travail des enfants et aux pratiques de salaires de misère (*sweating*). On encouragea la conclusion de contrats collectifs, introduisit un système de conciliation et d'arbitrage, accorda aux ouvriers la garantie légale du droit de coalition. Quand, par le jugement de la Cour suprême, l'application des codes se trouva suspendue, l'administration essaya de préserver pour l'avenir ses principales réformes sociales en les incorporant dans des lois spé-

ciales. C'est ainsi, notamment, qu'on créa un vaste système d'assurances sociales qui, sans atteindre le niveau de protection auquel on est habitué dans certains pays européens, constitue pour les Etats-Unis une réforme hardie. Dans certaines parties du pays les tentatives d'appliquer sérieusement les nouvelles lois sociales se brisèrent, il faut le reconnaître, devant la résistance des employeurs.

En plus du redressement économique et de la réforme sociale, les codes industriels avaient également pour but de promouvoir une organisation de l'industrie américaine: il s'agissait de créer quelque chose qui, tout en s'inspirant des cartels européens, n'en présenterait pas les désavantages. Des membres éminents de l'administration Roosevelt se préoccupèrent de mettre sur pied une organisation des consommateurs, des travailleurs et des industriels, dans le cadre de laquelle les grands problèmes de la politique économique seraient résolus par la coopération harmonieuse des intéressés. Les auteurs de cette proposition espéraient que, conçue primitivement comme mesure de crise, une telle organisation susciterait à la longue une meilleure constitution économique et sociale du pays et ferait des Etats-Unis une véritable démocratie économique. Cette tentative a complètement échoué, mais on peut se demander si, tôt ou tard, elle ne sera pas reprise sous une autre forme, sur la base des expériences recueillies. Dans certaines branches, comme par exemple les chemins de fer et les services d'utilité publique, les bases légales nécessaires à leur réorganisation subsistent encore. La lutte contre la tendance des services d'utilité publique, notamment des entreprises électriques, à s'arroger des droits de monopole constitue un des points importants du programme Roosevelt. De même qu'au siècle passé le monopole de fait des compagnies de chemins de fer fut battu en brèche par la construction de canaux puis, ultérieurement, de routes, l'administration Roosevelt procéda dans diverses régions à la construction de gigantesques ouvrages hydro-électriques, dont l'exploitation lui assurera une influence déterminante sur la production électrique du pays.

Certains conseillers du gouvernement avaient espéré que la législation sur les banques et sur la bourse assurerait un contrôle suffisant du crédit pour permettre de parer efficacement aux futures crises. C'était, à notre avis, négliger les facteurs dynamiques qui suscitent les hauts et les bas du cycle économique. Et pourtant il est certain que l'amplitude des fluctuations peut être modérée. C'est ainsi, par exemple, que les nouvelles lois introduites par Roosevelt permettent d'arrêter à temps une orgie spéculative comme celle qui se produisit de 1927 à 1929. Il en est de même des dispositions qui tendent à parer au sur-équipement industriel et qui, sans être une panacée aux maux traditionnels des sociétés capitalistes, ont pourtant leur incontestable valeur dans le cadre d'une politique économique concertée.

Du souci d'utiliser d'une manière aussi productive que possible les dépenses de travaux publics naquit un « bureau national de planification », mais par la suite ce bureau fut contraint, devant la crainte qu'avait fait naître son nom, de changer d'appellation. Ce bureau prépara les plans des travaux les plus urgents à envisager pour les années à venir; plan pour la conservation et l'utilisation rationnelles des terres, pour la régularisation et l'utilisation des cours d'eau, pour la conservation et l'exploitation des richesses minérales, etc. D'autres bureaux furent chargés de préparer les projets de construction de logements et de colonisation agricole.

Le plus vaste des projets dont la réalisation est dès maintenant entreprise a pour objet l'assainissement d'une grande région depuis longtemps déprimée, la vallée du Tennessee. Deux fois et demie plus étendue que la Suisse, cette région n'abrite qu'une population inférieure de moitié à celle de ce pays. La régularisation d'un long cours d'eau par un système de digues et d'écluses, la construction de vastes usines électriques qui provoquent dans ce district une baisse massive du prix du courant, l'électrification des campagnes, la transformation du système agraire, l'établissement de petites industries, la rééducation professionnelle d'une partie de la population: tels sont les principaux points de ce gigantesque programme de planification régionale. Les promoteurs du projet s'efforcent d'en faire en tous points un modèle du genre. Aussi ne doit-on pas s'étonner de ce que certains milieux capitalistes s'acharnent contre ce vaste programme, auquel ils ne ménagent pas les critiques, au point qu'on peut se demander si l'administration sera en mesure de le mener à bonne fin.

Peut-être le mouvement d'opposition au « New-Deal » réussira-t-il à faire déclarer inconstitutionnelles ou politiquement inopportunes encore d'autres tentatives de réforme du gouvernement Roosevelt, mais on peut affirmer dès maintenant que ces tentatives n'auront pas été vaines. Peut-être le plus grand mérite du « New-Deal » est-il d'avoir provoqué dans un pays où il n'y en avait point la création d'une administration chargée de régler dans tous les domaines les problèmes économiques les plus divers. Dans notre ère de technique industrielle moderne, une certaine mesure de réglementation et de direction économique est une nécessité inéluctable. Les formes démocratiques de gouvernement ne pourront subsister que si les pouvoirs publics entreprennent cette tâche avec énergie et avec la claire vision d'un avenir meilleur.

L'administration Roosevelt essaya de s'acquitter de cette tâche dans le cadre d'une constitution démocratique. Sur certains points elle échoua, parce que le « plan » était encore trop variable, trop exposé aux compromis dictés par l'opportunité politique; sur d'autres points l'échec semble dû au fait qu'on ne réussit pas toujours à créer assez rapidement l'administration nécessaire pour appliquer la réforme. Ce qui a échoué, en particulier, c'est la tentative d'institution d'une administration industrielle, de la N.I.R.A.

et des bureaux de codes. Par contre, Roosevelt a réussi à mettre sur pied une administration agricole qui, avec la coopération des paysans, fonctionne jusque dans le plus petit village. De même, pour l'organisation des travaux publics, on réussit après de longs efforts à mettre sur pied une vaste administration qui a des représentants dans presque toutes les villes du pays.

De la même manière que l'économie de crise a pu, à maints égards, s'inspirer des expériences de l'économie de guerre, l'économie planée sera nécessairement amenée, dans ses développements ultérieurs, à tenir compte des enseignements du « New-Deal ». Dans cette mesure il est bien permis d'affirmer que le « New-Deal » constitue une œuvre de pionniers.

---

„AAA“

## L'agriculture américaine sous le contrôle de l'Etat.

Par *Wladimir Woytinski*, Washington.

Le 6 janvier 1936 la Cour suprême des Etats-Unis a déclaré inconstitutionnelle l'administration du rétablissement de l'équilibre dans l'agriculture (Agricultural Adjustment Administration), en exprimant l'avis que les mesures de contrôle et de restriction de la production, dictées par cette administration, limitent d'une manière inadmissible les droits des divers Etats de l'Union. L'étude que l'on va lire a été rédigée avant cette décision de la cour, mais elle n'a pas, pour tout cela, perdu son caractère d'actualité, car d'une façon ou d'une autre l'action de secours en faveur de l'agriculture sera nécessairement poursuivie. C'est ainsi qu'il y a quelques semaines le Sénat a voté un crédit de 500 millions de dollars pour la distribution de subsides agricoles. Il est vrai que la base financière des nouvelles mesures qui seront prises dans ce domaine reste à trouver, car la base de l'ancienne législation agraire, l'impôt sur la transformation des produits, a été également détruite par la sentence de la Cour suprême, étant donné que cet impôt n'a pas été jugé compatible avec la constitution des Etats-Unis.

«AAA» est l'abréviation par laquelle on désigne l'administration du rétablissement de l'équilibre dans l'agriculture (Agricultural Adjustment Administration). Comme son nom l'indique, l'objet de cette administration est d'adapter la production aux besoins du marché et, pour l'instant, cette adaptation s'exerce vers le bas et vise à protéger les prix agraires. Le but de l'action poursuivie est de liquider les stocks accumulés durant la dépression et qui exercent une pression de plus en plus forte sur les prix.

L'Amérique qui, vue d'Europe, apparaît en première ligne comme le pays industriel le plus puissant du monde, constitue également un gigantesque marché agricole et la prospérité nationale est fonction de l'équilibre entre les deux branches de la pro-